



Attestation de déplacement dérogatoire

En application du décret [n°2020-1310](#) du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, dans sa rédaction issue du décret [n°2021-296](#) du 19 mars 2021 :

Je soussigné(e),

Mme/M. :

Né(e) le :

Demeurant :

Certifie que mon déplacement est lié au motif suivant, autorisé par **l'article 3 II** du décret n°2020-1310 du 29 octobre prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, qui autorise les « *manifestations sur la voie publique mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure* » pour lesquelles leurs organisateurs ont adressé à l'autorité administrative compétente « *une déclaration contenant les mentions prévues à l'article L. 211-2 du même code, en y précisant, en outre, les mesures qu'ils mettent en œuvre afin de garantir le respect des dispositions de l'article 1^{er} du présent décret* » et **l'article 4 – 7°** prévoyant une dérogation pour « *participation à des rassemblements, réunions...sur la voie publique...qui ne sont pas interdits en application de l'article 3* ».

Déplacement dérogatoire afin de participer à la manifestation **MARCHE POUR UNE VRAIE LOI CLIMAT** puis revenir à mon domicile, manifestation qui a été déclarée auprès de la Préfecture de Lille comme devant se dérouler dans le respect des gestes barrières le 28 mars 2021, **de 14h30 à 16h30 depuis La Place de la République** – rue du Molinel – rue Pierre Mauroy – Porte de Paris – JB Lebas rue Jean Bart – rue Jeanne d'Arc – rue Gauthier de Châtillon – Place de la République , organisée par **ENSEMBLE POUR LE CLIMAT**

Fait à :

Le

à (heure de départ du domicile)

Signature

*NB : le Conseil d'Etat a rappelé que le **modèle d'attestation sur le site du ministère** était **facultatif** et qu'il est possible de remplir une attestation libre ([CE 20 octobre 2020, n°440263](#) ; voir également [CE 22 décembre 2020, n°439956](#)).*

Le juge des référés du Conseil d'Etat a jugé que le déplacement dérogatoire pour manifester était nécessairement inclus dans la possibilité de manifester organisée par l'article 3, sous réserve d'indiquer sur son attestation l'heure, le lieu ou l'itinéraire de la manifestation ([ord. 21 novembre 2020 n°446629](#)).